



## Tunisie : Il pèse 11% du PIB, pourrait être La solution, mais voilà...

Son ministre, Anouar Maarouf, n'arrête pas de souligner ses performances, [son gros potentiel](#) pour une économie qui cherche désespérément depuis 7 ans de précieux points de croissance, sa contribution a dépassé 11 % du PIB en 2017, pourtant le Gouvernement continue de s'agiter et de financer sans limites le secteur touristique et ne fait pas assez pour le secteur TIC, seul créateur d'emplois en nombre depuis 2011, et la seule voie pour un nouveau modèle de développement, capable surtout de résorber du moins en partie le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur.

Avec 8000 Ingénieurs Tic diplômés chaque année, dans une cinquantaine d'établissements, entre Ecoles, facultés publiques et institutions privées, la Tunisie constitue une exception en Afrique, dépassant des pays comme l'Afrique du Sud , le Nigeria , le Kenya et même l'Algérie ou le Maroc, qui ont des populations plus importantes.

Seule l'Egypte fait mieux en Afrique, avec 16 000 ingénieurs diplômés par an, mais anglophones, alors que les ingénieurs formés en Tunisie sont trilingues, avec une maîtrise de l'anglais, le français et l'Arabe.

Or, lorsqu'on parle d'une industrie TIC, il faut de la matière grise et forcément des ingénieurs, dont plus de 50 % sont des femmes. Le marché national et régional pourra même absorber 20 000 ingénieurs par an, ce qui constitue une réelle voie de reconversion pour plusieurs filières de l'enseignement supérieur ayant une très faible employabilité.

Afin de résorber très rapidement le chômage, il suffit de créer des filières informatiques dans toutes les facultés, écoles et instituts de l'enseignement supérieur public, surtout que l'investissement pour le faire est très faible par rapport à d'autres filières comme la santé.

Cette loi des nombres fait que le coût de l'ingénieur, donc du développement et de la production, est très compétitif ; selon une étude faite par l'UTICA, ce rapport est 8 fois plus compétitif que l'Europe, 5 fois plus compétitif que l'Afrique subsaharienne, avec des pays comme le Kenya ou l'Afrique du Sud et 3 fois plus compétitif que le Maroc.

Il faudra noter aussi que la Tunisie ne formait que 200 ingénieurs diplômés en l'an 2000. Et c'est grâce à une politique de prolifération des filières informatiques que ce chiffre a été porté à 8000 ingénieurs en 2017.

Cette force de création et d'ingénierie a donné lieu à 2 modèles de Start Up. Les premières sont tournées vers l'Europe et fonctionnent sur le modèle du textile, particulièrement en sous-traitance de développement ou en plaçant des ingénieurs en régie avec des SSII comme Wevioo et rarement en éditeur de logiciel comme Vermeg, qui à elle seule est une exception très réussie.

Le deuxième modèle est constituées de Start Up, SSII ou éditeurs de logiciels tournées plutôt vers le continent Africain et regardant vers le Sud, et sont plutôt exportateurs de solutions logicielles complètes ou de services associés et du conseil. Avec une approche « Made In Tunisia » en logiciels.

Plusieurs *Success Stories* ont brillamment réussi leur expansion vers l'Afrique, dont on peut citer Arabsoft, Siga, Picosoft, St2i, HLI, Athena, Idee, BFI, Talys Consulting, Proway Consulting, Medianet, Xtensus, Vneron, MP, Devoteam, Oradist et qui ont à leur actifs des centaines de projets réussis sur toute l'Afrique.

A tel point que l'exportation des logiciels et services associés a dépassé en 2017 mille millions de DT, faisant de la Tunisie un exportateur net de logiciels et services, ce qui est encore une exception en Afrique.

Qu'attend le gouvernement Chahed pour pousser le secteur des TIC ? Le Conseil National Numérique qui se réunira le jeudi 29 Mars 2018 permettra peut-être de trancher plusieurs problématiques qui entravent le développement de ce secteur, dont l'indisponibilité de terrains ou de zones économiques dédiées.

[Source : African Manager](#)